

obteur la permission de l'évêque, ou de l'administrateur du diocèse.

ARTICLE 49.

Tout individu, condamné par arrêt des tribunaux en matière criminelle, perd l'exercice des droits politiques, tant actifs que passifs.

ARTICLE 50.

Seront suspendus dans l'exercice des droits politiques :

- 1) tout individu, poursuivi en justice, pour cause de crime.
- 2) tout individu, attaché à un service privé, pour tout le tems qu'il y reste.
- 3) toutes les personnes se trouvant en état d'insolvabilité constatée.